

UN TROTSKYSTE EN

Le problème du logement

Je recopie les notes prises pendant qu'un technicien me répond : « C'est très difficile à comprendre pour un étranger. Les destructions ont été immenses. C'est un bonheur d'avoir un logement. Et une fois qu'on l'a il coûte beaucoup à meubler et cela pèse lourdement sur le niveau de vie de chacun. »

Les investissements de l'Etat dans les logements et dans l'industrie ou l'administration n'étaient pas comparables.

Quantité de logements sont trop petits. Et il n'y en a pas assez. Pour une pièce on compte en moyenne plus de 2 habitants. Il y a même des logements impensables, dans les ruines, etc... »

Il y a encore 15.000 personnes à Varsovie logeant dans des caves et des greniers.

Le mécontentement est grand à ce sujet parce que la ville rasée par l'armée allemande après l'insurrection d'août 1944, a été reconstruite par les travailleurs et que ce sont eux les plus mal logés (il n'y a qu'un petit nombre de bâtiments d'avant-guerre dans Varsovie que l'on reconnaît aux traces de balles et d'obus. Les habitants ne reconnaissent ni l'emplacement de leur maison ni même des rues). De plus la reconstruction semble bien avoir pâti de sa direction bureaucratique : une partie de gaspillage pour la façade et pour l'épate, copiée sur le style « architectural » stalinien (le Palais de la Culture est un monstre à tous les points de vue, esthétique et fonctionnel) et une partie irrationnelle due à la décision de reconstituer exactement la ville détruite. Si tout le monde est d'accord sur cette méthode en ce qui concerne la « vieille ville » — qui est d'ailleurs réussie — pour des raisons de traditions nationales et non d'urbanisme, par contre reconstituer des séries de petites maisons comme au temps du capitalisme c'est ne pas tenir compte des besoins populaires.

Pour toutes ces raisons (d'abord l'industrie et l'administration, d'abord les cadres, urbanisme idiot) malgré une construction double de celle d'avant-guerre (240.000 pièces au lieu de 120.000), le travailleur est mal logé.

La question du logement a été et reste un aspect particulièrement frappant du mépris des bureaucrates pour les besoins des masses. Parmi toutes les raisons qui rendirent le régime stalinien insupportable et qui préparèrent Octobre, cette question, avec celle des salaires, constitua un point de départ concret pour les réflexions, les critiques, l'opposition qui aboutirent à la Révolution.

Le nouveau gouvernement devait faire quelque chose immédiatement. Il a décidé que 10.000 pièces seront libérées par l'Administration et transformées en logement à Varsovie. La construction qui avait été très freinée durant les trois dernières années va reprendre grâce à de nouveaux crédits. Enfin on parle d'un projet de reviser l'occupation des logements existants afin que les grands appartements occupés par peu de personnes soient partagés avec des familles les plus inhumainement installées.

Ainsi, le nouveau gouvernement a-t-il essayé d'inaugurer sa gestion en apportant des satisfactions aux besoins les plus criants : salaires — ravitaillement — logement. De plus une série de décisions d'organisation et d'orientation économique ont été prises afin d'élever dans le futur le niveau de vie des travailleurs. En plus des décisions concernant l'agriculture que j'ai brièvement rappelées plus haut, les plus importantes ont été : redonner des facilités à l'artisanat — révision du plan de façon à développer les industries de consommation, la construction d'écoles, d'hôpitaux et de logements — remplacement de la Commission Nationale de Planification économique par une Commission de Planification près du Conseil des Ministres, qui n'administrera pas — décrets sur les conseils ouvriers.

Vu de loin, ou de haut, tout cela paraît très bien, mais il faut dire la vérité : vu par l'ouvrier polonais tout cela est parfaitement insuffisant. C'est un fait. Comprendre pourquoi, comprendre les solutions proposées et leur opposition c'est comprendre pourquoi la vie politique est en train de se réanimer en Pologne et pourquoi nous sommes au début de la deuxième phase de la Révolution politique.

Assez de la poire en haut du mât de cocagne

D'abord il y a les salaires dont l'augmentation reste insuffisante. C'est la revendication la plus générale, celle qui touche les travailleurs dans leur ensemble. Mais il ne faut pas croire que ce soit la base unique ou même la plus importante pour tous, du mécontentement et de l'agitation qui renaît. Ce n'est que pour analyser que je parle d'abord des salaires. En fait cette question est sans arrêt combinée avec les autres problèmes que j'aborderai ensuite.

Un professeur de l'école du parti m'a très bien rassemblé ce que des travailleurs m'ont dit d'une façon fractionnée : « Même si tous les salaires étaient élevés de 30 % ce serait insuffisant et ne se sentirait pas beaucoup dans la classe ouvrière. Il existe une faim de produits qu'on n'a pas achetés dans les années passées. L'ameublement a pesé sur les budgets et reste insuffisant. »

Quand on dit aux ouvriers qu'il n'y a que 6 % qui gagnent moins de 35 zloti d'avant-guerre alors que 12 % n'en gagnaient pas 25 — ils répon-

(1) Suite du précédent numéro.

dent à juste titre que ce n'est pas une comparaison à faire pour un régime socialiste.

Aux manques dus aux premières années du plan sexennal qui vit les salaires réels s'abaisser il faut ajouter autre chose. Le développement de l'industrie et de la culture a créé des objets nouveaux, donc des besoins nouveaux. La production est comparable — sinon en qualité et en quantité, au moins en diversité — à celle de l'Europe occidentale. Or, le salaire réel est inférieur de moitié à celui d'Europe. Lorsque le travailleur polonais s'indigne que l'on prenne comme point de comparaison sa misère d'avant-guerre, il lève déjà un gros lièvre : le socialisme ne doit pas seulement être la construction de hauts-fourneaux mais aussi la création et la satisfaction de besoins matériels et culturels nouveaux et plus élevés.

Ainsi ou autrement, c'est un fait que les travailleurs disent : nous ne voulons plus vivre comme « avant ». Les travailleurs de la mécanique, du textile, de la métallurgie, du commerce, des transports que j'ai interrogés sont d'accord là-dessus.

Mais le mécontentement ne s'exprime pas seulement sous cet aspect. J'ai dit que le gouvernement a pris des décisions économiques. Il s'appuie sur elles pour dire que la production s'accroissant, le niveau de vie pourra s'élever dans l'avenir. Or, cette phrase qui paraît si raisonnable fait visiblement grincer les dents du travailleur : elle apparaît comme une promesse — et si il y a une chose dont on a assez, ce sont ces promesses faites d'en haut.

Le délégué de l'usine de produits chimiques d'Oswiecim à la Conférence des conseils ouvriers de Chrzanow résume fort bien cela : « Il ne faut pas commencer par des promesses qui sont la poire à attraper en haut du mât de cocagne. » (Nous disons la carotte devant l'âne).

par Jacques PRIVAS

Il ne faut pas oublier que tout le système stalinien était basé sur ce genre de projet d'avenir (« planifié »). Au début du plan sexennal, le gouvernement promit que sa réalisation permettrait d'accroître le salaire réel de 42 %. Au fur et à mesure de la réalisation du plan, grâce aux efforts des travailleurs, la promesse devint 30, puis 20 %. Dans la réalité, le niveau de vie était plus bas en 1953 qu'en 1950 (de 10 à 20 %?).

C'est surtout le stakhanovisme qui a laissé un bon souvenir : « le stakhanovisme était seulement un truc pour diminuer les salaires, mais non pour élever la production », me dit un métallo pour illustrer ce qu'il pense de l'augmentation préalable de la production.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si les travailleurs abordent tout ce qui concerne la liaison production-salaire avec beaucoup d'esprit critique et le disent. Je crois que toute la situation dans ce problème est bien illustrée par ce que m'a dit la sous-direction de l'usine d'automobiles Zeran :

« Nous avons fait des pas dangereux, ceux qui touchent aux travailleurs : les normes. Il y a une grande agitation dans l'usine. Les ouvriers ne regardent pas ces normes avec plaisir. Je les comprends mais on ne peut voir seulement le jour même, il faut prévoir le lendemain. Je suis sûr que nous réaliserons de grands changements. Nous serons efficaces. Les ouvriers gagneront non seulement un 13^e mois, mais même un 14^e par an. »

Nous avons doublé le plan de production et les salaires ne se sont élevés que de 1,5. Mais à la fin de l'année, les ouvriers auront 30, 40, 50 % en plus. Ce n'est que le premier pas.

— Vous avez expliqué cela aux ouvriers ?

— Oui, et la majorité le comprend. Mais il y a de l'agitation.

— Qui organise cette agitation ?

— Personne de spécial. »

Personne de spécial ! c'est-à-dire tout le monde, ce qui m'a été confirmé par les discussions avec les ouvriers.

Il m'a semblé discerner une certaine mélancolie dans la conclusion de ce sous-directeur lorsqu'il me dit : « Pour élever les salaires, il faut accroître la production. Mais pour accroître la production il faut élever les salaires. »

Cette agitation — qui n'est pas propre à la seule usine Zeran — peut donc s'expliquer par l'insuffisance de l'augmentation des salaires, mais le manque de confiance dans les promesses qui l'accompagne dépasse déjà le simple mécontentement immédiat. Il a pour origine le fait qu'il n'y a pas assez de choses de changées dans l'organisation et la direction de la production et de l'économie en général. La direction bureaucratique a déçu le travailleur hier, elle a beau être moins nombreuse et arrogante, aujourd'hui il ne lui fait plus confiance. Mais de plus, comme nous le verrons, cette perte de confiance ne s'applique pas seulement dans la question des salaires, elle s'étend à l'ensemble du problème économique et c'est par là que toute la situation sociale recommence à bouger. Je ne saurais mieux transmettre cet état d'esprit qu'en citant un ouvrier métallurgiste : « Il y a douze ans on nous avait déjà promis beaucoup de choses, mais cela n'a rien donné. De plus, les ouvriers ont vu que les directives des bureaucrates étaient techniquement idiotes et toujours contre les salaires ouvriers. Ils sont contre. C'est cela qui politise les problèmes professionnels. Quand